

# Trois salles de classe un lit de sable et quelques pavés

Ce que l'EPP Mèdédjro nous apprend de ceux qui font tenir l'école

**VENDREDI 11 SEPTEMBRE**, lors d'une tournée des chantiers de réhabilitation des écoles de Cotonou, je me suis rendu à l'EPP Mèdédjro. Ce site ne devait être pris en compte que dans la deuxième phase des travaux. Mais, sur place, l'urgence était manifeste : trois salles de classe étaient devenues impraticables en raison de remontées d'eau liées à l'implantation de l'école dans un bas-fond.

À quelques jours de la rentrée, les techniciens et ingénieurs présents ont posé un diagnostic réaliste : aucune solution durable ne pouvait être réalisée dans un délai aussi court. Ils avaient raison sur ce point. Le traitement de fond exige des études, des travaux appropriés et du temps.

Sauf que M. AKAHNGA COMLAN GERMAIN, directeur du groupe C, confronté au même problème, s'était posé dès janvier 2025 une autre question : que pouvons-nous faire immédiatement pour accueillir les élèves ? Avec ses élèves et les moyens disponibles, il avait récupéré des pavés sur un chantier et les avait posés sur un lit de sable. En les associant à cette initiative, il leur donnait aussi une leçon grandeur nature : face à un problème, il est possible d'observer, d'imaginer une réponse et d'innover. Plus de dix-huit mois après, cette solution transitoire avait fait ses preuves.

Nous avons donc décidé de l'adopter sur-le-champ pour les trois salles concernées. Les travaux ont été engagés afin de les mettre provisoirement hors d'eau pour la rentrée. La réponse durable, elle, devra intervenir dans le cadre de la deuxième phase.

## QUAND UN DIRECTEUR D'ÉCOLE INSPIRE L'ACTION MUNICIPALE

**JANVIER 2025** La solution éprouvée



**SEPTEMBRE 2026** Les travaux en cours



À gauche, la salle du groupe C de l'EPP Mèdédjro, où des pavés récupérés ont été posés sur un lit de sable en janvier 2025, à l'initiative du directeur AKAHNGA COMLAN GERMAIN, avec ses élèves. À droite, les travaux engagés en septembre 2026 pour appliquer cette solution transitoire à trois autres salles devenues impraticables en raison des remontées d'eau.

Cette scène apparemment modeste dit quelque chose d'essentiel sur notre école : une part de ses résultats repose sur des femmes et des hommes qui, souvent loin des regards, refusent que les difficultés aient le dernier mot.

---

## Deux questions également nécessaires

Les ingénieurs cherchaient la solution capable de corriger durablement la vulnérabilité du site. Le directeur cherchait celle qui permettrait d'ouvrir les classes quelques jours plus tard. Ces deux questions ne s'opposent pas. Une action publique responsable doit savoir les tenir ensemble : traiter les causes avec rigueur et répondre à l'urgence avec discernement.

La réponse la plus immédiatement utile était déjà sur le site. Née de l'observation et de l'expérience, elle ne saurait devenir une norme de construction ni dispenser la collectivité de ses responsabilités. Mais elle rappelle que l'expertise existe aussi chez celles et ceux qui vivent quotidiennement les problèmes et apprennent à y répondre concrètement.

Pour les responsables publics, la leçon est triple : aller sur le terrain et reconnaître ce que les acteurs ont déjà inventé ; soumettre ces réponses à l'examen technique afin d'en vérifier la sécurité, le coût et les conditions d'utilisation ; ne pas laisser une solution utile enfermée dans l'établissement ou la commune où elle est née.

---

## Faire circuler l'intelligence locale

En ma qualité de président de l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB), c'est sur ce dernier point que je souhaite insister. Nos 77 communes sont autant de laboratoires de solutions. Chaque jour, des directeurs d'école, des enseignants, des agents communaux, des artisans, des parents et des communautés trouvent des réponses adaptées à leurs réalités. Beaucoup restent inconnues au-delà du lieu où elles ont été imaginées.

---

*Combien de temps, d'efforts et de ressources pourrions-nous économiser si ce qui a été éprouvé quelque part pouvait être connu, évalué et, lorsque cela est pertinent, adapté ailleurs ?*

Je souhaite que l'ANCB engage, avec ses communes membres, un travail simple de repérage, de documentation et de partage de ces solutions locales. Non pour ériger le système D en modèle de gestion publique. Les réponses transitoires doivent rester transitoires, et la débrouillardise ne doit jamais servir d'alibi au sous-investissement. Il s'agit plutôt de reconnaître une ressource encore trop peu mobilisée : l'intelligence pratique de celles et ceux qui font fonctionner nos services publics au quotidien.

Il faudra décrire les problèmes, les réponses expérimentées, leurs résultats, leurs limites et les conditions de leur éventuelle reproduction. Ce qui fonctionne dans une commune peut inspirer les autres, à condition d'être examiné avec rigueur et adapté aux réalités locales.

---

## Reconnaître sans se décharger

Rendre hommage à l'ingéniosité du terrain ne signifie pas demander aux communautés de se substituer durablement aux institutions. Une école implantée dans un bas-fond porte une vulnérabilité structurelle dont les conséquences réapparaissent à chaque saison des pluies. Quelques pavés peuvent répondre à une urgence ; ils ne remplacent ni une conception adaptée des infrastructures, ni leur maintenance, ni les investissements nécessaires.

Nos budgets doivent traduire cette responsabilité. Si l'éducation est une priorité, la qualité et la sécurité des lieux d'apprentissage doivent être visibles dans nos arbitrages, depuis l'entretien courant jusqu'aux travaux structurants. L'État, les communes et les acteurs de l'éducation doivent donc approfondir leurs complémentarités autour de résultats concrets pour l'enfant.

---

## À ceux qui font tenir l'école

À l'occasion de cette rentrée scolaire 2026-2027, je veux, à travers l'initiative de M. AKAHNGA COMLAN GERMAIN, rendre hommage à tous ces acteurs souvent anonymes qui, dans nos 77 communes, empêchent l'école de renoncer.

Aux directeurs qui règlent l'urgence. Aux enseignants qui font classe malgré les difficultés. Aux agents communaux qui cherchent des solutions lorsque les moyens manquent. Aux parents, aux artisans et aux communautés qui se mobilisent pour que les enfants apprennent dans de meilleures conditions.

Leur dévouement n'apparaît pas toujours dans les rapports. Il constitue pourtant une part essentielle des résultats de notre école. Notre devoir n'est pas seulement de les remercier. Il est aussi de les écouter, de les accompagner et de faire en sorte que leur engagement ne demeure ni solitaire ni invisible.

Trois salles de classe, un lit de sable et quelques pavés ne réformeront pas, à eux seuls, notre système éducatif. Mais ils auront permis à des enfants de retrouver leur classe. Et ils nous auront rappelé qu'un pays avance aussi grâce à des femmes et des hommes qui, devant un problème concret, refusent de conclure trop vite qu'il n'existe aucune solution.

---

**À nos élèves, à leurs enseignants et à leurs familles, une excellente année scolaire 2026-2027.**

---

COTONOU, LE 13 SEPTEMBRE 2026

**Luc GNACADJA**

Maire de Cotonou

Président de l'Association Nationale des Communes du Bénin